

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THION

B.P.2
69470 LA VILLE

Références : UD-R-CTESSP-24-142-PS
Code AIOT : 0010600230

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2024 dans l'établissement THION implanté 54 route de Charlieu B.P.2 69470 Cours. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la présente visite est de contrôler la conformité de l'installation vis-à-vis du respect des prescriptions de son arrêté préfectoral.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THION
- 54 route de Charlieu B.P.2 69470 Cours
- Code AIOT : 0010600230
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Thion est autorisée à exploiter son activité de production de textiles d'entretien dans le cadre de son arrêté préfectoral du 13 mars 2012. Elle est classée à autorisation au titre de la rubrique 2311 (traitement de fibres d'origine végétale, cocons de vers de soie, fibres artificielles ou synthétiques) des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.2	Demande d'action corrective	6 mois
2	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 16.1; 16.2	Demande d'action corrective	6 mois
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 18.7; annexe 2	Demande d'action corrective	5 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 24.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Vérifications moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 27.2; 27.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.4; 28.2.4	Demande d'action corrective	6 mois
7	Point de contrôle complémentaire : Rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 26.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever de nombreuses non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :
Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement

mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux. Un plan avec la présence des arrivées d'eau et de la borne incendie a été présenté. Les rejets d'eau pluviale ne sont pas identifiés.

Les eaux pluviales du site sont évacuées dans la rivière la Trambouze qui est soit limitrophe soit en partie canalisée sous le bâtiment. 2 points de rejet ont été visualisés au droit du parking voiture. Aucun traitement par séparateur d'hydrocarbures n'est présent.

Les eaux vannes sont acheminées vers la station d'épuration mixte de la communauté de communes du Pays d'Amplepuis-Thizy.

Il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles. L'exploitant a indiqué que les produits d'ensimage étaient aspergés sur le tissus et totalement imprégnés par la fibre textile.

2 arrivées d'eau AEP sont présentes sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise un plan des réseaux à jour avec l'ensemble des paramètres présents à l'article 17.2 de son arrêté préfectoral. Celui-ci est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 16.1; 16.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

16.1 - Origines des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu (réseau d'adduction public) qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés pour une quantité maximum de 1000 m³/an.

16.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Réseau d'alimentation en eau potable.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Constats :

<p>L'alimentation en eau de l'établissement est assurée par le réseau d'eau public de la commune de Cours-la-Ville. L'eau est utilisée pour les eaux sanitaires et pour le process (ensimage et tissage). L'exploitant a transmis les factures de consommation en eau pour la période d'avril 2023-avril 2024, d'un volume de 1128 m3. L'exploitant a indiqué que la consommation d'eau avait légèrement augmentée dû à une utilisation plus fréquente de la climatisation dans l'atelier de tissage (pulvérisation d'eau sur ventilateurs pour hydrater la fibre).</p> <p>Les 2 arrivées d'eau potable ont été visualisées. Seule une arrivée semble posséder un disconnecteur qui présentait de la rouille. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des disconnecteurs étaient présents ni leur état de marche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°2: dans un délai de 6 mois, l'exploitant vérifie la présence de disconnecteurs sur l'ensemble de ses arrivées d'eau et réalise un contrôle permettant de s'assurer du bon fonctionnement des disconnecteurs. Le cas échéant, un disconnecteur est installé sur chacune des arrivées d'eau. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 18.7; annexe 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>18.7 - Analyse des eaux pluviales.</p> <p>Au moins une fois par an et en période de forte pluie, une analyse des eaux pluviales, provenant des surfaces imperméabilisées de l'établissement, sera réalisée par un organisme extérieur, avant leur rejet vers la rivière « Trambouze ».</p> <p>La concentration maximale en hydrocarbures devra respecter la valeur de 5 mg/l</p> <p>Annexe 2 - Valeurs limites pour le dépoussiéreur de la zone de tissage</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé le suivi des rejets eau et air depuis la dernière inspection. L'exploitant a présenté un bon de commande signé pour la réalisation des autosurveillances.</p> <p>Ce bilan avait déjà été constaté lors de la dernière inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°2 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise les autosurveillances eau et air prévues par son arrêté préfectoral.</p>

Demande n°3 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant met en place une procédure afin de pérenniser dans le temps la réalisation des autosurveillances périodiques eau et air.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 24.3
Thème(s) : Risques accidentels, prévention risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport Q18 en date du 07/02/2024. Le rapport indique que la vérification est partielle dû à l'absence de clés et site en exploitation.</p> <p>Le rapport conclue que le site présente des risques incendie et/ou explosion.</p> <p>Certaines observations concernent la présence de poussières et le manque d'étanchéité à la poussière du matériel électrique. Pendant, la visite l'inspection a pu constater qu'une couche de poussière s'accumule sur les installations électriques dû à l'activité du site. L'exploitant a indiqué que le dépoussiérage était régulièrement réalisé mais que l'activité entraîne une présence quasi permanente de poussière. Néanmoins, il convient de s'assurer de l'étanchéité à la poussière des composants électriques (fermeture des coffrets, protection...).</p> <p>L'exploitant a indiqué que le transformateur avait été changé il y deux ans.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a remarqué que le rapport faisait mention d'installations photovoltaïques. L'exploitant a indiqué qu'une commande allait être passée pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le toit de l'atelier. L'inspection a rappelé qu'en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, les modifications notables doivent être portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation utiles. S'agissant des éléments d'appréciation, il conviendra notamment de veiller à bien faire figurer dans le dossier ceux relatifs aux points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respect des prescriptions applicables à l'installation (en lien avec la modification), - prise en compte des préconisations du SDNIS sur l'installation de panneaux photovoltaïques (https://www.sdnis.fr/defense-exterieure-contre-lincendie-et-accessibilite-des-seours/), - prise en compte de la note technique de la DGAC sur les projets d'installations de panneaux

photovoltaïques à proximité des aérodromes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°4</u> : dans un délai de 6 mois, l'exploitant procède à la régularisation des non-conformités constatées lors du contrôle des installations électriques. Notamment, l'exploitant prend des mesures pour améliorer l'étanchéité des installations à la poussière produite par l'activité. <u>Demande n°5</u> : dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmet un porter à connaissance concernant l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture au guichet unique ICPE (ddpp-pe@rhone.gouv.fr).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Vérifications moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 27.2; 27.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie
Prescription contrôlée : 27.2 - Entretien des moyens d'intervention. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. 27.3 - Ressources en eau et mousse. L'exploitant dispose à minima : <ul style="list-style-type: none"> - d'appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté sur le site ; - d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; les extincteurs devront être répartis à l'intérieur des entrepôts, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. - de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; - d'une installation de sprinklage sur l'ensemble du site à l'exception des bureaux, du local de maintenance et de l'ancien bâtiment "Brun" ; - d'un moyen permettant d'alerter les services de secours ; - de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a transmis le plan d'intervention et les consignes d'évacuation affichées sur les sites. Un plan d'intervention est affiché en extérieur. L'exploitant a transmis les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Extincteurs</u> : Le rapport Q4 en date du 28/04/2023. Le rapport conclut que l'installation est

conforme et est maintenue conformément aux exigences de la règle APSAD R4 pour 8 extincteurs ;

- RIA : L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les rapports de contrôle;

- Désenfumage : 2 factures mentionnant des contrôles de vérification en date du 04/09/2023 et du 25/03/2023 et un devis non signé en date du 15/05/24 pour des réparations. L'exploitant indique qu'aucun rapport n'est fourni lors de la prestation de contrôle. L'inspection estime à travers les factures fournies qu'il existe des non-conformités du système de désenfumage. Par ailleurs, lors du contrôle, il est essentiel que le prestataire mandaté conclut sur la conformité des installations et le cas échéant, mentionne de manière détaillée les non-conformités constatées;

- Sprinklage : Le rapport Q1 en date du 03/05/2024. Le rapport fait état de nombreuses non-conformités dont deux susceptibles de mettre le système sprinklage en échec :

*L'exploitant a indiqué avoir procédé aux réparations pour lever la non-conformité majeure. L'inspection a pu constater sur site que les supports de tuyauterie ont été installés sous l'auvent.

*Le rapport indique que la mise en conformité trentenaire n'a pas été réalisée. Cette non-conformité majeure est signalée depuis 2019. Il est notifié que la préparation à la remise en conformité s'effectue en 3 phases et doit commencer dès la 25^{ème} année afin d'aboutir à une conformité à l'échéance des 30 ans, à savoir en 2024.

Le rapport fait également constat des hauteurs de stockage non réglementaires. Lors de la visite, la place disponible dans les bâtiments permettrait de revoir la hauteur de stockage.

Des vérifications hebdomadaires, tracées sur cahier, dans le local technique de l'installation de sprinklage sont effectuées. La dernière vérification avait eu lieu le 23 mai 2024.

Lors de l'inspection, dans le local sprinklage, un moteur présentait une fuite d'huile récupérée par un sceau.

- Poteau incendie : Un poteau est présent sur le site. Le rapport en date du 16/05/2019 conclut que le débit fournit est 42 m³/h, soit inférieur au débit de 60 m³/h requis dans le dossier de demande d'autorisation.

Sur site, l'inspection a pu constater par échantillonnage que les extincteurs et coffrets de désenfumage possédaient les étiquettes de vérifications à jour.

Lors de la visite, l'accès à plusieurs RIA et extincteurs étaient encombrés par des palettes, déchets métalliques et stockage de bobines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 : Sous 15 jours, l'exploitant dégage les accès à l'ensemble des RIA et extincteurs.

Demande n°7 : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement des RIA et des systèmes de désenfumage. Les rapports de contrôle sont transmis à l'inspection des installations classées.

Demande n°8 : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise les réparations sur le moteur présent dans le local sprinklage et modifie l'agencement de son stockage pour atteindre les hauteurs réglementaires.

Demande n°9 : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant commence la mise en conformité trentenaire du système de sprinklage. Le phasage de la mise en conformité est transmis à l'inspection des

installations classées.
<u>Demande n°10</u> : Dans un délai de 1 an, l'exploitant s'assure que le débit disponible en eaux d'extinction est de 60 m3/h. Plusieurs solutions peuvent être envisagées : l'ajout d'un poteau incendie interne, disponibilité d'un poteau incendie extérieur, réserve d'eau en interne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.4; 28.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>17.4 - Isolement avec les milieux. Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>28.2.4 -Sols et rétentions Récupération, confinement et rejet des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.</p>
<p>Constats :</p> <p>2 points de rejets d'eau pluviale ont été visualisés lors de l'inspection au nord au niveau du parking. Un escalier en béton ouvert sur la Trambouze est également présent. Côté sud, un muret d'environ 50 cm est présent le long de la Trambouze.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'existe aucun système permettant l'isolement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Il est à noter qu'en cas d'incendie, côté Nord, les eaux polluées seront rejetées directement au milieu récepteur (la Trambouze).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°11</u> : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise une étude pour le confinement des eaux d'extinction et propose un échéancier de mise en oeuvre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Point de contrôle complémentaire : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 26.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

26.3 - Rétentions.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Constats :

Lors de l'inspection plusieurs conteneurs ont été observés sans rétention :

- en extérieur, 2 GRV plein. Seul un GRV comportait une étiquette, le produit stocké est du pétronaphte (huile pour textile). L'exploitant a indiqué que ces produits étaient en attente d'élimination.
- en intérieur, une cuve d'huile d'ensimage de 1 m3 servant au process. L'exploitant a fourni les FDS des produits (AVI ANTISTAT TDL, AVI FIL WMO) comportant des mentions de danger.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°12 : dans un délai de 2 mois, l'exploitant met en place des rétentions de volumes adaptés sous l'ensemble des conteneurs. Pour les produits dangereux, l'exploitant s'assure qu'une étiquette conforme au règlement CLP est apposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois